



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme HERBAUT

☎ : 04.91.15.61.60.

N° 32-2004- EA

ARRETE autorisant

la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE à prélever les eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à déterminer les périmètres de protection du captage en eau potable et à traiter et distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine provenant du captage de LA DANE situé sur la commune de LA BARBEN au titre des articles L.214 et suivants du Code de l'Environnement et au titre des articles L.1321-2 et suivants du Code de la Santé Publique

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES - DU- RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 et suivants issus de la loi sur l'eau et l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2,

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article L.214 du Code de l'Environnement,

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L.214 du Code de l'Environnement,

.../...

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU l'avis de l'Hydrogéologue agréé en date du 19 juin 2002,

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE en date du 25 mai 2004,

VU la demande présentée par la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE le 5 juillet 2004 et modifiée le 28 septembre suivant en vue d'être autorisée à utiliser, pour la consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir de l'exploitation du captage de la Dane situé sur la commune de LA BARBEN,

VU l'avis de recevabilité de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 6 octobre 2004,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 novembre au 6 décembre 2004 inclus sur les communes de LA BARBEN, PELISSANNE et LAMBESC,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de La Barben du 9 novembre 2004,

VU les avis du Sous-Préfet d'Aix-en-Provence des 5 novembre 2004 et 7 février 2005,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 7 décembre 2004,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus en Préfecture le 29 décembre 2004,

VU l'avis de l'Hydrogéologue agréé en date du 13 janvier 2006,

VU le courrier de Monsieur le maire de LAMBESC en date du 14 mars 2006,

VU l'avis et le rapport de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône du 11 mai 2006 transmis en Préfecture le 13 juin 2006,

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 11 juillet 2006,

Considérant la nécessité de protéger la ressource en eau destinée à la production d'eau potable,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

TITRE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTORISATION

ARTICLE I : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir de la source de la DANE située sur la commune de LA BARBEN.

- La création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages du captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité des eaux.
- La cessibilité ou l'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate du captage. La Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté ces dits terrains.

ARTICLE II : Autorisation de prélèvement

La Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE est autorisée à prélever les eaux issues d'une nappe de type karstique par l'intermédiaire d'une source située lieu dit la Dane, route départementale 22 sur la commune de LA BARBEN.

ARTICLE III : Débit capté autorisé

Le débit maximum de prélèvement est de 144 m³/h.

La rubrique concernée par l'activité est 1.1.1 du décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié par le décret n°2003-868 du 11 septembre 2003:

"Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement d'un cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé :

1° Capacité totale maximale des installations de prélèvement supérieure ou égale à 80 m³/h.....A

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE IV : Description des ouvrages de prélèvement, de traitement et de distribution

Les installations sont composées :

- D'une source d'un débit moyen de 90 litres par seconde, émergeant naturellement sous une falaise calcaire et exploitée depuis plusieurs centaines d'années.
- Une partie des eaux (12 m³/h maximum) est pompée puis désinfectée au chlore liquide et stockée dans un réservoir de 300 m³ situé à 155 mètres d'altitude au dessus de la source.
Les eaux ainsi traitées permettent l'alimentation gravitaire en eau potable du village de LA BARBEN (600 habitants environ).
- Une deuxième partie des eaux (70 m³/h maximum) est amenée gravitairement vers les réservoirs du Haut Taulet (2 x 500 m³) sur la commune de PELISSANNE où elles sont désinfectées au chlore gazeux et stockées.
Les eaux ainsi traitées permettent l'alimentation gravitaire en eau potable de la partie basse du village de PELISSANNE.
- Actuellement, les débits de la source même en période de sécheresse peuvent largement assurer les besoins actuels et futurs (144 m³/h).

- Il est à noter que la partie haute de PELISSANNE ainsi que le village d'AURONS sont alimentés par l'intermédiaire de deux autres réservoirs dont l'eau est issue des forages des Goules situés au Nord de la commune de PELISSANNE.

ARTICLE V : Moyens de mesure

L'installation doit être pourvue de moyens de mesures au niveau de la sortie du captage permettant de vérifier en permanence les débits produits.

L'exploitant est tenu, outre d'assurer la pose et le fonctionnement, de conserver cinq ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition du Préfet et de ses services.

ARTICLE VI : Contrôle et surveillance

Les eaux distribuées devront répondre aux exigences de qualité des annexes aux articles R.1321-1 à 1321-66 du Code de la Santé Publique.

Le contrôle de leur qualité ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement seront assurés par la DDASS selon les dispositions des mêmes articles.

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ont constamment libre accès aux installations.

TITRE 3 : PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE VII : Prescriptions générales

Conformément aux articles L.1321-2 et R.1321-1 à 1321-66 du Code de la Santé Publique, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints au présent arrêté. Ils sont matérialisés sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

Le périmètre de protection immédiate d'une superficie de 880 m² environ (parcelle n° 10, section AM) est actuellement propriété de la commune de LA BARBEN. Il devra être et demeurer la propriété de la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE. Il doit être clos; son accès est rigoureusement interdit au public.

La vitesse sera limitée à 30km/h sur la RD 22, 100 mètres de part et d'autre de la source. Le stationnement, le lavage des véhicules et le transport de matières dangereuses seront interdits.

Tout incident se produisant à l'intérieur des périmètres de protection doit être immédiatement signalé aux services préfectoraux chargés de l'application du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement.

ARTICLE VIII : Interdictions liées à la protection des forages

VIII.1 / A l'intérieur des périmètres de protection immédiate sont interdites:

- Toutes activités autres que celles nécessitées par son entretien ou liées au service des eaux.

Il est à noter qu'aucun ouvrage de captage supplémentaire ne peut être réalisé sauf autorisation préfectorale préalable.

VIII.2 / A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdites:

- L'évacuation d'eaux usées même pluviales par l'intermédiaire de dispositifs de type puits filtrants existants ou futurs,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le transport de matières dangereuses sur la RD22,
- L'implantation de stockage et de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux (excepté pour les usages domestiques),
- L'installation de dépôts de déchets de toute nature ou de produits et matières susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- La création de puits ou forages sauf pour l'alimentation en eau potable publique,
- Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes,
- L'épandage ou l'infiltration de lisiers, boues de station d'épuration, d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage de fumiers, engrais organiques destinés à la fertilisation des sols,
- Toute activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques.

ARTICLE IX : Réglementations liées à la protection du forage

IX-1 / A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés:

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- l'ouverture d'excavations autres que les carrières (autorisées jusqu'à 3m, au-delà, autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- la construction ou la modification des voies de communication, de réseaux de télécommunications, de transports d'énergie électrique souterraine ainsi que leur conditions d'utilisation (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- l'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées (canalisations étanches avec contrôle annuel),
- la création d'étangs (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- le défrichement (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- l'épandage et l'infiltration d'eaux vannes et ménagères,
- l'épandage d'engrais chimiques et de pesticides (réglementé en concertation avec la Chambre d'Agriculture),
- l'utilisation de désherbant,
- l'installation de réservoirs d'hydrocarbures pour les usages domestiques (bac de rétention ou double enveloppe),

- le stockage de fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures (autorisé sur une aire bétonnée équipée d'un bac de récupération étanche),
- le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (autorisé comme activité annexe à l'élevage sur aire bétonnée équipée d'un bac de récupération étanche),
- l'établissement de constructions superficielles ou souterraines même provisoires (autorisées jusqu'à 3m, au-delà, autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- le pacage des animaux (réglementé en concertation avec la Chambre d'Agriculture),
- l'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (mise en œuvre d'un dispositif de récupération des effluents des déjections dans un rayon de 10 m autour des installations).

IX-2 / A l'intérieur du périmètre de protection éloignée sont réglementés :

Dans cette zone la réglementation générale s'applique en particulier pour :

- Les puits d'infiltration pour l'évacuation d'eaux usées même pluviales,
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- L'ouverture de carrières, gravières ou autres excavations,
- L'installation de dépôts de déchets de toute nature ou de produits et matières susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- La construction ou la modification des voies de communication, de réseaux de télécommunications, d'assainissement, de transports d'énergie électrique souterraine,
- L'implantation d'ouvrages de transport d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature,
- La création d'étangs,
- L'épandage et l'infiltration d'eaux vannes et ménagères, lisiers, eaux usées d'origine industrielle et matières de vidange,
- L'épandage de fumier, d'engrais chimique ou organique (réglementé en concertation avec la Chambre d'Agriculture),
- Le stockage de fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

ARTICLE X : Travaux de protection et opérations à effectuer

- Installation d'une clôture entourant le périmètre de protection immédiate,
- Rétrocession de la parcelle n°10 section AM constituant le périmètre de protection immédiate au profit de la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE,
- Installation de panneaux routiers sur la RD22 signalant la présence du captage, la limitation de vitesse à 30 km/h, l'interdiction de stationner et de laver les véhicules et enfin interdisant le transit des matières dangereuses,
- Vérification et mise en conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs, des cuves à fuel des constructions existantes et des dispositifs de stockage de fumiers des établissements abritant des animaux,

- Asservissement des installations de pompage à un turbidimètre,
- Débroussaillage régulier de l'aire de protection immédiate (au moins une fois par an),
- Neutralisation ou épuration des écoulements des voies de circulation (RN7, RN517 et RD67E) aux droits des périmètres de protection.

Par ailleurs, le périmètre de protection immédiate doit être régulièrement entretenu. L'emploi de produits ou substance pouvant entraîner une altération de l'eau y sera rigoureusement interdit.

TITRE 4 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE XI : Délais

Les installations, travaux et activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations des articles VIII, IX et X dans un délai maximum de deux ans.

ARTICLE XII : Mise en œuvre de la réglementation liée à la protection du forage

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône, en précisant les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés:

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées rejetées les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE XIII : Ressource de secours

Afin de garantir la sécurité de l'alimentation en eau potable des populations, la collectivité est tenue de mettre en place une solution de secours facilement mobilisable en faisant appel à une autre ressource en eau équivalente en terme de quantité et qualité.

Toutes dispositions utiles devront être prises pour que le secours soit en place dans les trois ans.

ARTICLE XIV : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication, saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE XV : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable conformément aux dispositions de l'article L.214-4 du Code de l'Environnement.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution, le partage et la protection des eaux. Il doit prendre toutes précautions pour la sauvegarde ou la protection des eaux de surface.

En cas de non respect des prescriptions techniques énumérées aux articles précédents, l'administration conserve la faculté de retirer ou de modifier la présente autorisation dans les cas prévus à l'article L.214-4 du Code de l'Environnement.

ARTICLE XVI : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans.

ARTICLE XVII : Modifications de l'autorisation

Toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier d'enquête devra être portée à la connaissance du Préfet qui prescrira la suite à donner conformément à l'article 15 du décret n° 93.742 du 29 mars 1993.

ARTICLE XVIII: Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre de ses dispositions,
- la notification sans délais d'un extrait aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée,
- son affichage en mairie pendant une durée minimum de deux mois,
- son insertion dans les documents d'urbanisme des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

ARTICLE XIX : Infractions

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions des articles L.216-1 du Code de l'Environnement et L.1324-1 A et suivants du Code de la Santé Publique, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

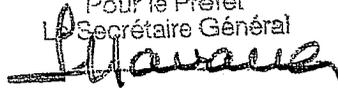
ARTICLE XX : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de LA BARBEN,
- Le Maire de PELISSANNE,
- Le Maire de LAMBESC,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt des Bouches-du-Rhône,
- La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,

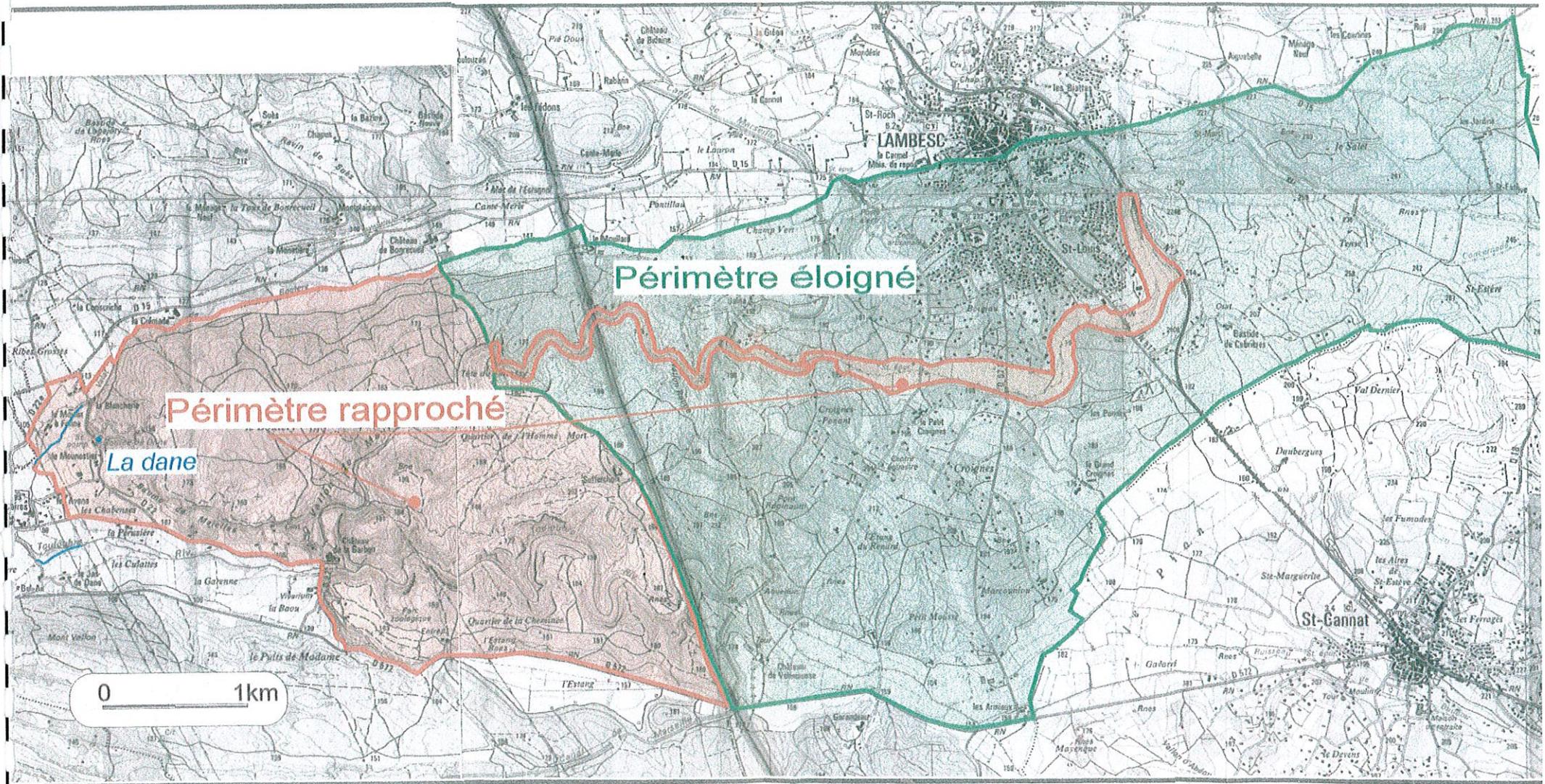
et toute autorité de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 02 AOUT 2006

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Philippe NAVARRE





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, le **26 AVR. 2011**

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme HERBAUT

☎ : 04.91.15.61.60.

N° 59-2011 PC

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

à l'arrêté préfectoral n°32-2004-EA du 2 août 2006

autorisant

la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE à
prélever, traiter et distribuer au public les eaux provenant
du captage de la DANE situé sur la commune de LA BARBEN
et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau
et les périmètres de protection de captage
au titre des articles L.214 et suivants du Code de l'Environnement
et au titre des articles L.1321-2 et suivants du Code de la Santé Publique

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE – ALPES – COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHAVELIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux ainsi que les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3,

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L.11-2 et suivants et R.11-1 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de Justice Administrative,

.../...

VU l'arrêté préfectoral n°32-2004-EA du 2 août 2006 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage de la DANE situé sur la commune de LA BARBEN et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de captage au titre des articles L.214 et suivants du Code de l'Environnement et au titre des articles L.1321-2 et suivants du Code de la Santé Publique,

VU les avis des hydrogéologues agréés en date du 19 juin 2002 et du 1^{er} avril 2010,

VU la demande en date du 8 juin 2010, reçu en Préfecture le 29 juin 2010 par laquelle la Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE PROVENCE sollicite la modification de l'arrêté préfectoral du 2 août 2006 en vue de la prise en compte de l'avis susvisé émis par l'hydrogéologue agréé,

VU le rapport de la Délégation Territoriale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé PACA en date du 10 mars 2011,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 7 avril 2011,

VU le projet d'arrêté notifié à la Communauté d'Agglomération Agglopoles Provence le 7 avril 2011,

VU la réponse de la Communauté d'Agglomération Agglopoles Provence formulée par courriel du 18 avril 2011,

Considérant que les mesures compensatoires prescrites par l'arrêté complémentaire permettront d'améliorer la protection des captages,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE I

L'article 10 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2006 est rédigé comme suit :

- Installation d'une clôture entourant le périmètre de protection immédiate au sommet de la falaise surplombant le captage qui courra des bords du rocher à la limite de la parcelle communale n°10 (pas de clôture le long de la RD22),
- Mise à disposition par convention de la parcelle n°10, section AM constituant le périmètre de protection immédiate au profit de la Communauté d'Agglomération Agglopoles Provence,
- Installation de panneaux routiers sur la RD22 signalant la limitation de vitesse à 50 km/h, l'interdiction de stationner et interdisant le transit de matières dangereuses,
- Vérification et mise en conformité dans le périmètre de protection rapproché, des dispositifs d'assainissement non collectifs, des cuves à fuel des constructions existantes et des dispositifs de stockage de fumiers des établissements abritant des animaux,
- Asservissement des installations de pompage à un turbidimètre,
- Débroussaillage régulier de l'aire de protection immédiate (au moins une fois par an),
- Installation de trois grilles en sortie des écoulements de la source,
- Neutralisation ou épuration des écoulements de la D7n (exRN7) au droit du périmètre de protection rapprochée (en collaboration technique et financière avec la commune de Lambesc) et interdiction de transport de matières dangereuses sur la D917 (exRN517) et la RD67E (sauf desserte locale) et limitation de la vitesse (50 km/h) sur ces deux voies au droit du périmètre de protection rapprochée,
- Mise en place d'un processus d'alerte en cas d'accident d'un véhicule transportant des matières polluantes dans les terrains concernés par les périmètres de protection.

ARTICLE II

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 2 août 2006 sont inchangés.

ARTICLE III

Une copie de cet arrêté sera transmise en mairie de LA BARBEN pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Cet acte sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Il sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée d'au moins 1 an.

ARTICLE IV

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, dans les conditions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du Code de l'Environnement.

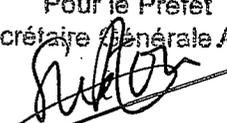
Dans le même délai de deux mois, le titulaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de Justice Administrative. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

ARTICLE V

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de LA BARBEN,
- Le Maire de PELISSANNE,
- Le Maire de LAMBESC,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- Le Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe


Raphaëlle SIMEONI